

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

LERESCHE
FRANCE
DOUCE
DURABLE...
Utilisez
la lampe
LERESCHE

BUREAUX
ROUBAIX. — 68-71, Grande-Rue. Tél. 327.52, 327.53 et 327.54.
TOURCOING. — 22, rue Camot. Tél. 37.
LILLE. — 3, rue, Falckherbe. Tél. 439.51.
PARIS. — 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provence, 77.84.
MOUSCRON. — 108, rue de la Station. Tél. 5.94.
ANCIENS DIRECTEURS :
Jean Reboux
Alfred Reboux
Madame Alfred Reboux

BILLET PARISIEN

LA BONNE VOLONTÉ DE LA FRANCE

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)
PARIS, 29 NOVEMBRE (Minuit).
Lord Halifax, a exposé lundi à MM. Chautemps et Delbos les résultats de sa mission à Berlin et à Berchtesgaden. Nos représentants sont donc à même de juger le problème allemand. Ce problème se pose, pour l'instant, dans les termes suivants :
Est-il possible de satisfaire aux exigences formulées par le chancelier Hitler sans compromettre le système de sécurité auquel la France reste attachée ?
Si l'on demandait, en effet, à la France de renoncer au pacte qui garantit à ses yeux la paix de l'Europe centrale et orientale, nous ne pourrions que décliner toute proposition qui nous serait faite. Nous ne crovons pas que l'on renforcerait la paix en sacrifiant la souveraineté politique de la Tchécoslovaquie ou de l'Autriche. Donc, sur ce point, il n'est pas de gouvernement français digne de ce nom qui puisse se prêter à des compromis.

Mais si de pareilles combinaisons sont couramment envisagées par une partie de l'opinion britannique, s'il est vrai que des journaux anglais écrivent journellement que la Grande-Bretagne doit, pour assurer la paix, laisser à l'Allemagne les mains libres dans l'Europe centrale, nous devons nous empresser d'ajouter qu'il n'est pas dans les intentions du gouvernement britannique de nous placer en face de ce dilemme. Les paroles prononcées lundi soir par M. Camille Chautemps ne laissent aucun doute sur l'harmonie qui continue de régner entre les conceptions françaises et les conceptions britanniques. Sans doute, les Anglais veulent-ils tout tenter pour que des accords raisonnables soient trouvés avec l'Allemagne nationale-socialiste ; mais dès l'instant que l'on ne nous demande pas de renoncer aux liens qui nous unissent aux nations attachées à la paix, nous partageons les préoccupations britanniques.

MM. Chautemps et Delbos ont pu convaincre de leur bonne volonté leurs interlocuteurs anglais qui, de leur côté, ont reconnu que toute collaboration avec l'Allemagne nécessite de minutieux travaux d'approche.
Toute la question, c'est en effet de savoir si à la bonne volonté franco-anglaise répondra une bonne volonté égale du côté allemand.
RENE ROUSSEAU.

Le taux des Bons de la défense nationale à 2 ans est ramené à 3,50 %

Paris, 29 novembre. — Le « Journal Officiel » publiera mardi un décret aux termes duquel le taux annuel d'intérêt des bons de la défense nationale à 2 ans d'échéance est ramené de 4 à 3,50 %.

Le prince Bernhard de Hollande est victime d'un accident d'auto

Amsterdam, 29 novembre. — Lundi matin, le prince Bernhard a été victime d'un accident d'automobile dans les environs d'Amsterdam.
Sa voiture est entrée en collision avec un camion chargé de sable.
Le prince projeté contre le pare-brise



L'ÉTAT LAMENTABLE DE LA VOITURE APRÈS LA COLLISION.

MM. Chautemps et Delbos à Londres

L'accord est complet sur tous les sujets entre la France et l'Angleterre

Les deux pays sont désireux de coopérer avec toutes les puissances ; mais beaucoup de travaux préparatoires seraient nécessaires avant l'ouverture de négociations proprement dites



MM. CHAMBERLAIN ET CHAUTEMPS S'ENTRETIENNENT A DOWNING-STREET

Londres, 29 novembre. — Les conversations diplomatiques entre MM. Chautemps et Delbos et leurs collègues anglais, MM. Chamberlain et Eden et lord Halifax ont commencé lundi matin, à 11 heures, à Downing Street, résidence du premier ministre.
Interrompues à 12 h. 30, elles ont repris peu après 15 heures.

M. JEAN BECQUEREL...



...commence la 100^e année du cours que professent avant lui, sans discontinuer, son père, son grand-père et son arrière grand-père, au 57 de la rue Cuvier, à Paris, une modeste et glorieuse maison qui vit naître une des plus prodigieuses découvertes modernes : la radio-activité.

Outre les ministres français, MM. Corbin, ambassadeur de France; Alexis Léger, René Massigli, sir John Simon, lord Halifax, lord Hailsham, M. Eden, sir Thomas Inskip et sir Robert Vansittart, assistant au déjeuner offert par M. Neville Chamberlain.
MM. Chautemps et Delbos ont les membres de la délégation française sortis de Downing Street à 18 h. 20.
Les ministres français et anglais tiendront une nouvelle réunion mardi, à 11 heures, pour l'élaboration du communiqué final.
MM. C. Chautemps et Delbos seront ensuite les hôtes du roi George VI, à déjeuner.
Ils quitteront Londres à 16 h. 30 pour Paris.

La Conférence a rempli en tous points les espoirs qu'on avait mis en elle

Londres, 29 novembre. — Dans les milieux diplomatiques anglais, on déclare que la conférence des ministres français et britanniques « a été une des plus satisfaisantes qu'aient jamais été tenues ».
Lord Halifax a fait un rapport complet sur les impressions qu'il a recueillies à Berlin.
Les ministres français ont parfaitement compris la portée de sa visite et se sont rendus compte qu'elle avait atteint le but limité auquel elle visait.
La question coloniale, précise-t-on, fut alors examinée sous tous ses angles et on tomba d'accord pour estimer qu'elle exigeait une étude plus complète. La prochaine visite de M. Delbos en Europe centrale, dit-on d'autre part, a été envisagée, ainsi que la situation des pays dans lesquels il va se rendre. Les deux gouvernements sont également préoccupés du maintien de la paix dans ces pays, comme ailleurs.
La situation en Extrême-Orient fut ensuite étudiée. On souligne que sa gravité est parfaitement comprise par les ministres et que la nécessité de veiller à la protection des intérêts en jeu se leur échappa pas.
La situation en Espagne, indiquent les mêmes milieux, a été aussi examinée et on a noté, de part et d'autre, que la politique de non-intervention avait été absolument justifiée.
On affirme que les ministres « se sont déclarés pleinement satisfaits » et que la conférence a rempli, en tous points, les espoirs qu'on avait mis en elle.
Des deux côtés, conclut-on, on a manifesté le désir de coopérer avec toutes les puissances, mais on s'est rendu compte que beaucoup de travaux préparatoires seraient nécessaires à cet égard, avant que des négociations proprement dites puissent être envisagées.

« C'est un véritable tour du monde que nous avons accompli », déclare M. Chautemps

Malgré la découverte du code secret des « csaristes » l'enquête piétine

Paris, 29 novembre. — Recevant les journalistes lundi vers 13 h., M. Moitte, directeur général de la Sûreté nationale, a démenti les informations selon lesquelles les témoins entendus à la Sûreté étaient maltraités par les policiers.
« C'est une légende absurde, a-t-il déclaré. Signalons à ce propos que des protestations se font jour chez les anciens combattants à propos du régime de droit commun que doivent subir le général Duseigneur et le duc Pomo di Borgo. En dehors de cette mise au point, les journalistes n'ont pu recueillir aucune information sur la marche de l'enquête. La découverte de la clé du code secret des « csaristes » n'a pas donné beaucoup de résultats. Les enquêteurs ont pu traduire la liste des membres du C.S.A.R. avec leurs adresses, cette liste n'étant que le double de celle qui avait été découverte à la caisse hypothécaire maritime et fluviale, rue de Provence, à Paris.

Petites nouvelles

On a appris, dans la soirée, qu'un témoin, au domicile duquel on avait découvert des armes avait été conduit par les inspecteurs dans les locaux de la Sûreté nationale. Il s'agit d'un chirurgien-dentiste, demeurant 34, rue Emile-Augier, M. Raymond Poussingier. Ce témoin, qui a déclaré ne pas appartenir au C.S.A.R., a été laissé en liberté, mais sera entendu par le juge d'instruction. Les armes saisies chez lui sont un Mauser modèle 1912, un fusil de marque allemande et un mousqueton modèle 1907, provenant de la manufacture de Châteaufort.
D'autre part, de nombreuses perquisitions ont été effectuées. L'une d'elles a amené la découverte dans une cave, rue Ampère, d'un lot de 19 brancards. La propriétaire a déclaré qu'elle avait acquis ces brancards chez un marchand de Bordeaux pour le compte du docteur Walter, boulevard Saint-Jermain. Le médecin sera entendu.
Des perquisitions ont été, d'autre part, opérées dans l'appartement d'Henri Deleole, au palais de Cérès, à Cannes ; dans le château de la Crieux, à Ber-

M^{lle} Deutsch de la Meurthe, présidente d'honneur de l'Aéro-Club de France a succombé

Paris, 29 novembre. — M^{lle} Suzanne Deutsch de la Meurthe vient de mourir.



M^{lle} DEUTSCH DE LA MEURTHE

Elle était la fille de M. Deutsch de la Meurthe qui fut président de l'Aéro-Club de France de 1913 à 1919 et grand mécène de l'aviation française.
Elle avait tenu à suivre la tradition de son père et s'était intéressée de façon toute particulière à l'aviation en la dotant de nombreuses coupes et en créant d'autres dont la plus importante est celle qui porte son nom.
Il y a deux ans, elle avait été appelée à la vice-présidence de l'Aéro-Club de France alors qu'elle était déjà présidente du Club Roland-Garros.
Au début de l'année, elle démissionnait en même temps que le colonel Watteau, président et, à l'unanimité, elle était nommée présidente d'honneur. La défunte, qui était officier de la Légion d'honneur, avait, la semaine dernière, reçu la grande médaille d'or de l'Aéro-Club de France, la plus haute récompense décernée pour services rendus à la cause de l'aviation française.

Le colonel de La Rocque contre ses diffamateurs

UNE AUDIENCE FERTILE EN INCIDENTS

M. Marchandau dément les propos que lui avait prêtés M. Lémery



LE COLONEL DE LA ROCQUE S'ENTRETIENNE AVEC SES AVOCATS

Paris, 29 novembre. — La 12^e Chambre correctionnelle a poursuivi lundi l'examen des procès intentés par le colonel de La Rocque, à dix-sept personnes, pour diffamation. L'audience s'ouvre à 13 h. 10. Ni M. Léon Daudet, ni M. Ch. Maurras ne sont là, mais M. Maurice Pujos est présent. MM. Léon Daudet et Ch. Maurras ne viendront que lorsque leur procès sera effectivement appelé. M. Léon Bailby est lui aussi absent, mais le principal des inculpés, M. Pozzo di Borgo, actuellement détenu à la Santé pour « détention d'armes et association de malfaiteurs » (affaire du C.S.A.R.), est présent, ayant à ses côtés le commissaire Badin, chargé de le surveiller.

Le démenti de M. Marchandau

Le président donne lecture des lettres d'excuses qu'il a reçues, notamment, celle-ci, de M. Marchandau, ancien ministre radical, maire de Reims, à qui M. Lémery, sénateur, avait prêté des paroles qui pouvaient faire croire que le colonel avait touché des fonds.
« Je n'ai pas plus aujourd'hui qu'à la date de la première audience à témoigner sur les faits touchant à la cause elle-même, puisque je n'y ai été en rien mêlé. Mais, au cours de sa dernière déposition, M. Lémery a voulu, semble-t-il, m'associer à son propre témoignage, en déclarant que j'en avais approuvé les termes ».

LE GÉNÉRAL LUDENDORFF EST GRAVEMENT MALADE

Berlin, 29 novembre. — L'état du général Ludendorff est jugé extrêmement grave et les médecins traitants s'attendent à une issue fatale.

LA « MAISON DE LA MORT »



Dans l'Etat du Missouri, la « maison de la mort », où ont lieu les exécutions capitales, située dans la cour de la prison de Jefferson, affecte la forme d'un capot de sous-marin

contre les sentiments qu'on prête à son père à l'égard du colonel de La Rocque.
« Gaston Doumergue avait une vive affection, dit-elle pour le P.S.F. et son chef. Il exérait, je crois, une certaine influence sur l'orientation du parti. Je suis sûre que si mon père existait encore, il n'aurait pas toléré qu'on se servît de son nom pour jeter la suspicion sur le grand et loyal Français qu'est le colonel ».

On appelle les noms de témoins. L'absence de M. Pierre Laval soulève de nombreuses protestations parmi les avocats.
M^r Xavier Vallat : Il faudrait songer à lui infliger une amende.
Le président François répond catégoriquement : Non !
M. Lémery, ancien garde des Sceaux, demande la parole. Il revient sur sa déclaration précédente, affirmant que le colonel de La Rocque n'avait pas l'intention de soulever des embarras au cabinet Doumergue, lors de sa chute en novembre 1934.
Le lieutenant-colonel Lengwin qui faisait partie de la promotion de M. de La Rocque à l'École de Saint-Cyr, répond à un bruit qui a été lancé par ses ennemis du colonel de La Rocque. Il déclare :
« Je n'ai jamais entendu cette expression : « menteur comme La Rocque ». Celui-ci était mon ami, mon capitaine. Je ne serais jamais devenu l'ami d'un menteur !
M. Chastreaux, architecte, a demandé, à Châteauroux, à l'Hôtel du Palais », pour préciser, M. Pozzo di Borgo raconter ce que lui avait dit M. André Tardieu.
— M. Pozzo di Borgo, dit-il, était un scélérat, très scélérat. J'ai même entendu, lui a-t-il entendu dire, que de voir La Rocque réunir ». Et M. Pozzo di